

## L'EMPLOI

## L'ADMISSION DES TRAVAILLEURS AUX COURS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

**M. Jack Shields (Athabasca):** Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministre peut-il confirmer que ses services cessent d'aider les adultes qui n'ont pas au moins une septième année à suivre des cours de formation professionnelle, même si la loi nationale sur la formation dit qu'il faut augmenter la capacité d'emploi des travailleurs, peu importe leur niveau d'instruction? Puisqu'il est debout, le ministre peut-il confirmer que cette décision a été prise après que l'évaluation des programmes de formation de Main-d'œuvre Canada eut confirmé que le rattrapage scolaire aboutit rarement à une meilleure formation professionnelle ou à une meilleure capacité d'emploi chez les personnes qui n'ont pas atteint ce niveau d'instruction? Pourrait-il nous dire par ailleurs qui a fait ces recommandations et qui a fait l'évaluation?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, je crois qu'il y a une question et deux questions supplémentaires. Comme je l'ai déjà dit au député à la Chambre, nous considérons depuis assez longtemps que la formation des personnes ayant le niveau d'instruction dont il a parlé relève avant tout des provinces. Je crois que les provinces partagent cette opinion. Cette décision a été prise il y a de nombreuses années à la suite des recommandations du comité du Sénat qui a étudié le problème il y a plusieurs années.

**M. Shields:** Madame le Président, c'est une bien piètre excuse d'essayer de se décharger sur les provinces de la responsabilité de mettre tous les citoyens adultes sur un pied d'égalité.

## LE SORT DES PERSONNES PRATIQUEMENT ANALPHABÈTES

**M. Jack Shields (Athabasca):** Madame le Président, le ministre ne se rend-il pas compte qu'un million de Canadiens ont essayé de s'inscrire à des cours de formation professionnelle, mais en vain car leur demande a été rejetée? Ne se rend-il pas compte que le problème ne réside pas dans le fait qu'un million de personnes n'aient pas fait la septième année, mais bien dans le fait qu'un gouvernement insensible agisse en leur nom?

**L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, je crois que je suis plus conscient des problèmes de cette couche de la société que le député. Je sais, sans être sûr qu'il le sache également, que d'après des rapports récents, il y a de graves problèmes d'analphabétisme au Canada et que bien des Canadiens éprouvent de la difficulté à atteindre la sixième ou la septième année.

Il me semble que le député propose d'essayer d'assumer par préemption le rôle des gouvernements provinciaux, qui est un rôle légitime et d'essayer de résoudre ce problème. J'ignore

## Questions orales

pourquoi il nous conseille de prendre des initiatives qui aboutiraient à ce résultat.

J'ai abordé ce problème avec le ministre de l'Ontario la semaine dernière. Dans les entretiens que nous avons avec les représentants des provinces, nous essayons de trouver une solution à ce genre de problème. Je crois qu'il serait utile que le député se renseigne un peu mieux avant de se mettre à raconter des bêtises à la Chambre.

\* \* \*

## LE COMMERCE

## LA PART DES PRODUITS CANADIENS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Les importations étrangères n'accaparaient que 19 p. 100 du marché canadien en 1968, l'année où le premier ministre a pris le pouvoir, alors qu'aujourd'hui ce pourcentage s'élève à 31 p. 100. Cela montre clairement où sont partis nos emplois. Le premier ministre va-t-il saisir la première occasion, à l'appel des motions, pour exposer la politique que son gouvernement compte instaurer pour enrayer cette dégradation inquiétante du marché canadien qui a coûté à nos travailleurs des centaines de milliers d'emplois depuis 15 ans et qui continue sans répit?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député cherche une occasion d'exprimer son opinion. Au lieu de le faire à l'appel des motions, où il ne pourrait pas répondre en raison du rang inférieur qu'il occupe dans son parti, je pense qu'il pourrait peut-être attendre le débat sur la loi concernant la réorganisation du gouvernement, alors que nous pourrions justement parler de la réorganisation du ministère des Affaires extérieures en insistant sur le commerce extérieur. Il pourrait avoir là une bonne occasion de prendre la parole.

**M. Hees:** Madame le Président, le premier ministre a eu recours à de longues circonlocutions pour nous expliquer qu'il ignorait la réponse à cette question très importante et qu'il n'avait nullement l'intention de faire quoi que ce soit, même si c'est là une des principales raisons pour lesquelles notre pays compte actuellement près de deux millions de chômeurs.

## ON DEMANDE DES POLITIQUES AIDANT LES FABRICANTS

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Madame le Président, le premier ministre pourrait-il prendre au sérieux cette importante question et instaurer une politique permettant aux producteurs canadiens de regagner la très grosse part de leur marché qu'ils ont perdue sous son gouvernement? Je lui rappelle qu'un document en ce sens lui a été récemment présenté à plusieurs reprises.